



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Paris, le 11 mai 2012

Premier trimestre 2012

Une mise en œuvre rapide et efficace du plan d'adaptation Une bonne tenue de l'activité

Un plan d'adaptation en avance sur les objectifs

70 % des objectifs atteints sur le besoin de liquidité

91 % des objectifs atteints sur la réduction des emplois pondérés à fin avril

Le Crédit Agricole confirme son rang de 1^{er} financeur de l'économie française

Crédits + 4,1 % T1/T1 et Dépôts + 8,1 % T1/T1 (Caisses régionales et LCL)

20 Mds € de nouveaux crédits en France par les Caisses régionales et LCL au T1

Groupe Crédit Agricole* au 1^{er} trimestre 2012

PNB : 9,1 Mds€, + 1,3 % T1/T1 et - 2,7 % hors impacts spécifiques**

Résultat avant impôts : 1 817 m €, - 30,5 % T1/T1

RNPG : 804 m €, -47,3 % T1/T1

Ratio Core Tier 1 : 10,9 % - Ratio EBA : 10,4 %

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100 %

** Plan d'adaptation, PSI, Emporiki, rachat de dette hybride, moins-values de cession

Crédit Agricole S.A. au 1^{er} trimestre 2012

PNB : 5,4 Mds€, en hausse de 2,3 %

Résultat avant impôt : 858 m €

Rachat de dette hybride et moins-values de cession : + 466 m €*

Coût de la Grèce (PSI et Emporiki) : - 940 m €*

Coût du Plan d'adaptation : - 224 m €*

RNPG : 252 m €

Ratio Core Tier 1 : 9,4 %

* Impacts RNPG

Groupe Crédit Agricole

Le résultat net part du Groupe du groupe Crédit Agricole a atteint 804 millions d'euros au premier trimestre 2012. Jean-Marie Sander, président de Crédit Agricole S.A., indique que ce résultat reflète la dynamique des métiers du Groupe, dans le cadre d'un développement maîtrisé selon les axes fixés dans le plan d'adaptation. L'exécution accélérée de ce plan aboutit à la réalisation de 70 % des objectifs fixés en termes de réduction de l'endettement et de 91 % des emplois pondérés. Le trimestre supporte ainsi près de la moitié des impacts attendus pour l'année au titre du plan.

Dans le prolongement des tendances du second semestre 2011, ce trimestre s'est déroulé dans un contexte toujours difficile, marqué par la persistance des tensions dans la zone euro et par les conditions du déroulement du PSI en Grèce avec, notamment, son extension à des entreprises publiques. Au cours de ce trimestre, le groupe Crédit Agricole a poursuivi le développement de ses activités au service de ses clients et de l'économie. Ainsi, en banque de proximité en France, les crédits progressent de 4,1 % par rapport au premier trimestre 2011, et la collecte bilan de 8,1 %. En particulier, les Caisses régionales ont continué à accompagner tous les segments de clientèle tant en matière de crédits, avec des encours de crédits à l'habitat progressant de 5,8 % sur un an, qu'en matière de concours aux entreprises et professionnels, en hausse de 1,7 % sur la même période. Elles ont, en outre, développé vigoureusement leur collecte bilan (+ 6,3 %).

Les revenus du groupe Crédit Agricole enregistrent une hausse de 1,3 % par rapport à un bon premier trimestre 2011, et le résultat brut d'exploitation progresse de 3,2 % grâce à la maîtrise des charges, qui restent stables. Hors rachat de dette hybride, Grèce et plan d'adaptation, les performances opérationnelles résistent bien : le produit net bancaire ne recule que de 2,7 % et les charges d'exploitation n'augmentent que de 0,8 %. Le résultat supporte l'impact de la Grèce et un coût du risque important lié aux révisions de portefeuilles de crédits à la consommation en Italie. La hausse du coût du risque est donc encore sensible (+ 75,9 % par rapport au premier trimestre 2011). Hors provision risque pays et filière, et PSI sur la Grèce et hors complément sur Agos, le coût du risque ressort à 56 points de base sur encours, retrouvant le niveau satisfaisant du premier trimestre 2011.

En termes de solvabilité, le ratio Core Tier 1 s'établit à 10,9 % au 31 mars 2012, en hausse de 70 points de base au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011. Il intègre, au numérateur, les premiers résultats des émissions de parts sociales dans les Caisses locales (+ 0,2 milliard d'euros). Ce niveau est en ligne avec l'objectif de 10 % en Bâle 3 « *fully loaded* » à fin 2013. Enfin, à compter du premier trimestre 2012, le *floor* ne s'applique plus dans le calcul du ratio.

Le ratio EBA s'établit à 10,4 % au 31 mars 2012.

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 10 mai 2012, a examiné les comptes du premier trimestre 2012.

Le résultat net part du Groupe ressort à 252 millions d'euros. Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A. souligne que ce résultat traduit une performance opérationnelle satisfaisante, malgré le contexte global dégradé et des éléments spécifiques. Il indique en premier lieu que le plan d'adaptation est mis en œuvre à un rythme rapide et efficace et que l'impact net part du Groupe enregistré à ce titre au premier trimestre est de - 224 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe intègre aussi le montant net de 466 millions d'euros correspondant au succès de l'opération de rachat de dette hybride et des moins-values sur cession de titres, notamment Intesa. La Grèce pèse globalement pour 940 millions d'euros, avec la réalisation et l'extension du PSI (373 millions d'euros) et Emporiki (567 millions, y compris provision risque pays et filière). Enfin, le taux d'impôt semble élevé, en raison d'un montant important de charges fiscalement non déductibles.

Par rapport à une base élevée au premier trimestre 2011, le résultat net part du Groupe, hors les éléments spécifiques mentionnés, s'élève à 950 millions d'euros, en baisse de 16,9 %. Les métiers de la banque de proximité et de gestion de l'épargne ont vu leur activité et leur rentabilité croître : la banque de proximité en France voit ainsi son résultat net part du Groupe progresser de 1,2 % par rapport au premier trimestre 2011, la gestion d'actifs (Amundi) de + 21,6 % et les Services financiers aux institutionnels de + 30,5 %. Les Services financiers spécialisés opèrent dans le cadre du plan d'adaptation et, à ce titre, pilotent le ralentissement de l'activité et de la consommation de liquidité. Enfin, la Banque de financement et d'investissement bénéficie d'une nette reprise des activités de marché et d'une baisse sensible du coût du risque en banque de financement.

Réussite du plan d'adaptation

Le Groupe Crédit Agricole a géré activement l'exécution de son plan d'adaptation. Ainsi, à fin avril, l'objectif de réduction des besoins de financement est atteint à 70 % ; en termes de réduction des emplois pondérés, 91 % du plan sont réalisés, sans même intégrer le transfert du risque de marché du portefeuille de corrélation. Après cette opération, les objectifs sont dépassés.

Le renforcement de la collecte bilan dans tous les réseaux du Groupe, en France et à l'international, combiné à une croissance maîtrisée des encours de crédit, a notamment permis d'améliorer de plus de trois points de pourcentage le ratio crédit/collecte, à 125,3 %, contre 128,8 % à fin juin 2011. Les Services financiers spécialisés ont assuré la diversification de leurs ressources. En banque de financement, les cessions ont été réalisées dans des conditions favorables (décote moyenne de 2,5 %). Enfin, à fin avril, la totalité des CDO et RMBS du *trading book* de la banque de marché et d'investissement a été cédée.

Renforcement de la liquidité et de la solvabilité

La situation de liquidité de Crédit Agricole S.A. continue de se renforcer, au-delà de la réduction du besoin structurel de financement géré dans le cadre du plan d'adaptation. Les réserves de liquidité, portées à 144 milliards d'euros, dépassent ainsi l'endettement court terme net au 31 mars. En outre, à fin avril, le Groupe a d'ores et déjà réalisé 74 % de son programme d'émission à moyen-long terme sur les marchés.

Le Directeur général de Crédit Agricole S.A., Jean-Paul Chifflet, indique enfin que Crédit Agricole S.A. a poursuivi le renforcement de sa solidité financière. Le ratio *Core Tier 1* s'établit à 9,4 %, en hausse de 80 points de base par rapport au quatrième trimestre 2011. Cette progression provient essentiellement de la baisse significative des emplois pondérés. Le ratio *Tier 1* et le ratio de solvabilité global de Crédit Agricole S.A. s'établissent respectivement à 11,9 % et 13,9 % en progression de 0,7 point et 0,5 point au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011.

Responsabilité sociale et environnementale : faits nouveaux

Le fonds Livelihoods, créé par Crédit Agricole S.A. et Danone fin 2011 avec deux autres partenaires s'est élargi début 2012 à deux nouveaux actionnaires de référence. Livelihoods est un fonds de compensation carbone au service des communautés rurales des pays du Sud, qui agit pour la restauration et la préservation d'écosystèmes naturels, l'agroforesterie et la restauration des sols par des pratiques agricoles durables et des projets d'accès à l'énergie rurale évitant la déforestation.

Crédit Agricole S.A. a célébré en mars 2012 les quatre ans de la Fondation Grameen Crédit Agricole, créée en 2008 avec le Professeur Muhammad Yunus, prix Nobel de la Paix 2006 et fondateur de la Grameen Bank. La Fondation est devenue un acteur reconnu de la Microfinance et un pionnier du *Social Business*. La Fondation Grameen Crédit Agricole entend aller plus loin dans ce domaine et prévoit de créer le premier fonds entièrement dédié au *Social Business*, qui lui permettrait d'associer des investisseurs socialement motivés à son action : le fonds Grameen Crédit Agricole.

Crédit Agricole S.A. a été co-chef de file et teneur de livre du premier placement public d'un « Sustainable Bond » ou émission obligataire environnementale et socialement responsable sur le marché de l'euro, le 20 mars 2012, pour le compte de la Région Ile-de-France. Cette émission, d'un montant de 350 millions d'euros sur une durée de 12 ans avec un coupon annuel de 3,625 %, a suscité un vif intérêt de la part des investisseurs. Les capitaux levés permettront de financer des projets exemplaires sur le plan social et environnemental dans des domaines tels que l'énergie, les transports, la protection des milieux naturels, le logement social, les structures d'accueil des personnes les plus fragiles et le développement économique, social et solidaire. Cette opération illustre la volonté de Crédit Agricole S.A. de conforter son statut de référence en matière d'ISR.

Crédit Agricole S.A. indique qu'il fait partie, pour la cinquième année consécutive, des *Global 100 Most Sustainable Corporations in the World* et y a été classé 16^e entreprise mondiale et deuxième française lors du Forum économique mondial de Davos le 25 janvier 2012. Crédit Agricole S.A. souligne qu'il fait aussi partie des quatre principaux indices extra financiers de référence : l'ASPI Eurozone depuis 2004, le FTSE4Good depuis 2005, le Dow Jones Sustainability Index (DJSI) depuis 2008 et le STOXX Global ESG Leaders depuis 2011.

Agenda financier

22 mai 2012	Assemblée Générale de Crédit Agricole S.A.
28 août 2012	Publication des résultats semestriels 2012
9 novembre 2012	Publication des résultats du troisième trimestre 2012

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
Produit net bancaire	5 425	5 304	+ 2,3 %
Charges d'exploitation	(3 207)	(3 276)	(2,1 %)
Résultat brut d'exploitation	2 218	2 028	+ 9,3 %
Coût du risque	(1 770)	(822)	x 2,2
Résultat d'exploitation	448	1 206	(62,9 %)
Sociétés mises en équivalence	415	441	(6,0 %)
Gains/pertes sur autres actifs	(5)	1	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns
Résultat avant impôt	858	1 648	(47,9 %)
Impôt	(595)	(520)	+ 14,4 %
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	2	(4)	ns
Résultat net	265	1 124	(76,4 %)
Intérêts minoritaires	13	124	(89,7 %)
Résultat net part du Groupe	252	1 000	(74,8 %)

Le **produit net bancaire** atteint 5,4 milliards d'euros au premier trimestre 2012, en hausse de 2,3 % par rapport au premier trimestre 2011. Il intègre un gain de 864 millions d'euros au titre de l'opération de rachat de dette hybride, partiellement compensé par une perte de 394 millions d'euros sur les cessions de portefeuille en Banque de financement et d'investissement dans le cadre du plan d'adaptation et une perte de 93 millions d'euros au titre des moins-values sur cession de titres.

Les **charges d'exploitation**, à 3,2 milliards d'euros, sont en baisse de 2,1 % par rapport au premier trimestre 2011. Elles incluent 40 millions d'euros de reprise de charge sur Cheuvreux en Banque de financement et d'investissement.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 2,2 milliards d'euros, en hausse de 9,3 % sur un an. Retraité de l'ensemble des éléments mentionnés ci-dessus, il est en baisse de 10,6 %, alors que le coefficient d'exploitation s'élève à 63,9 %.

Le **coût du risque** s'élève à 1,8 milliard d'euros sur le premier trimestre 2012, intégrant 397 millions d'euros au titre du plan européen de soutien à la Grèce et 485 millions d'euros au titre du coût du risque lié à la filiale Emporiki. Par ailleurs, l'avancée du plan d'adaptation a conduit la Banque de financement et d'investissement à enregistrer une charge de 39 millions d'euros et les Services financiers spécialisés un produit de 34 millions d'euros. Retraité de ces impacts, le coût du risque affiche une hausse de 46,7 %. Un complément de provision sur la filiale de crédit à la consommation italienne Agos pour 280 millions d'euros explique l'intégralité de cette hausse.

L'encours des créances dépréciées* atteint 23,8 milliards d'euros et représente 4,7 % des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit contre 4,4 % au 31 mars 2011. Les créances dépréciées sont couvertes par des provisions spécifiques à hauteur de 56,5 %, à comparer à 50,1 % au 31 mars 2011. Y compris les provisions collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 72,1 %, en hausse de 6,6 points par rapport à fin mars 2011.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à 415 millions d'euros, dont 372 millions d'euros au titre des Caisses régionales.

Le **résultat avant impôt** atteint ainsi 858 millions d'euros. Retraité des éléments mentionnés ci-dessus, il s'établit à 1,3 milliard d'euros, en retrait de 28,8 % par rapport au premier trimestre 2011.

La charge d'**impôt**, à 595 millions d'euros (+ 14,4 % par rapport au premier trimestre 2011), intègre la dépréciation du solde résiduel d'impôts différés actifs d'Emporiki pour 128 millions d'euros.

Au total, le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. affiche pour le premier trimestre 2012 un profit de 252 millions d'euros (contre un profit de 1,0 milliard d'euros l'année précédente).

Réalisation du plan d'adaptation, en avance sur les objectifs

Le Groupe a poursuivi activement la mise en œuvre du plan d'adaptation, conformément à la communication réalisée le 14 décembre 2011, selon les trois volets principaux :

- En Banque de proximité : amélioration globale du ratio crédit/collecte.
Le renforcement de la collecte bilan dans tous les réseaux du Groupe, en France et à l'international, combiné à une croissance maîtrisée des encours de crédit, a permis de porter le ratio crédit/collecte à 125,3 %, contre 128,8 % à fin juin 2011.
- En Services financiers spécialisés : réduction des besoins en liquidité et diversification des ressources.
Tant en crédit à la consommation qu'en crédit-bail et affacturage, l'évolution des encours est maîtrisée, en même temps que sont développées de nouvelles ressources, collecte de dépôts et titrisations pour l'essentiel.
- En Banque de financement et d'investissement : poursuite des cessions .
Les cessions de prêts du portefeuille de la banque de financement se sont poursuivies au cours du premier trimestre 2012, avec des niveaux de décotes faibles (2,5 % en moyenne pour un encours cédé de 1,2 milliard d'euros). Les cessions de CDOs et RMBS dépassent d'ores et déjà l'objectif initial, favorisant la réduction des emplois pondérés sous Bâle 3.

Ainsi, à fin mars 2012, la réduction des besoins de financement est achevée à 64 %, taux porté à 70 % en intégrant les mesures complémentaires. S'agissant des emplois pondérés, 91 % du plan sont réalisés à fin avril, hors transfert du portefeuille de corrélation.

*hors opérations internes au Crédit Agricole, hors créances rattachées et hors opérations de location financement

Réduction des besoins de financement

En Mds € A change courant	Réalisé entre le 30/06/11 et le 31/12/11	Réalisé au T1-2012	Réalisé cumul au 31/03/12	Objectif entre le 30/06/11 et le 31/12/12	% réalisé
Plan d'adaptation					
• Banque de proximité	- 9	- 1	- 10	- 23	
• Services financiers spécialisés	- 1	- 1	- 2	- 9	
• BFI	- 11	- 9	- 20	- 18	
Total plan d'adaptation	- 21	- 11	- 32	- 50	64 %
Autres mesures					
• SFS – Titrisations et autres	- 2	- 1	- 3	-	
Total réduction des besoins de financement	- 23	- 12	- 35	- 50	70 %
<i>A change constant</i>	<i>- 28</i>	<i>-10</i>	<i>- 38</i>		

Réduction des emplois pondérés

En Mds € A change constant	Réalisé entre le 30/06/11 et le 31/12/11	Réalisé au T1- 2012	Réalisé - cumul au 31/03/12	Avril 2012	Réalisé - cumul à fin avril 2012	Objectif entre le 30/06/11 et le 31/12/12	% réalisé
Plan d'adaptation							
• SFS	- 1	- 2	- 3	ns	- 3	~ - 5	
• BFI	- 11	- 16	- 27	- 2	- 29	~ - 30	
• Impact courant (Bâle 2.5)	- 7	- 5	- 12	ns	- 12	~ - 18	
• Impact 2013 (Bâle 3)	- 4	- 11	- 15	- 2	- 17	~ - 12	
Total plan d'adaptation	- 12	- 18	- 30	- 2	- 32	~ - 35	91 %
Autres mesures							
• BFI – transfert du risque de marché du portefeuille de corrélation (impact net)		- 8	- 8	- 6	- 14		
Total de la réduction des emplois pondérés (y compris impacts Bâle 3)	- 12	- 26	- 38	- 8	- 46		

LA STRUCTURE FINANCIERE

Au cours du premier trimestre 2012, Crédit Agricole S.A. a poursuivi le renforcement de sa solidité financière. Le ratio *Core Tier 1* s'établit à 9,4 %, en hausse de 80 points de base par rapport au quatrième trimestre 2011. Cette progression provient essentiellement de la baisse des emplois pondérés (- 24 milliards d'euros au premier trimestre 2012 par rapport au 31 décembre 2011) en lien avec le plan d'adaptation et la cession des risques de marché du portefeuille de corrélation. Cette baisse est imputable à hauteur de 9,5 milliards d'euros aux risques de crédit, principalement chez CACIB (- 7 milliards d'euros) en lien avec le plan d'adaptation (cessions de prêts, etc.) et au ralentissement de l'activité dans les Services financiers spécialisés. Par ailleurs, les emplois pondérés liés aux risques de marché sont en forte baisse de 15 milliards d'euros du fait notamment de la cession du risque de marché du portefeuille de corrélation à Blue Mountain. En tenant compte de la déduction en fonds propres, l'impact net de l'opération Blue Mountain est de - 8 milliards d'euros au premier trimestre 2012 et sera de - 14 milliards d'euros au premier semestre 2012.

Les fonds propres *Tier 1* nets de déductions baissent quant à eux de 0,7 milliard d'euros au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011 sous l'effet de l'évolution positive des gains latents, de la déduction additionnelle liée à la cession des risques de marché du portefeuille de corrélation à Blue Mountain (- 0,5 milliard d'euros soit 6 milliards d'euros en équivalent emplois pondérés), de l'opération de rachat de dettes super-subordonnées Crédit Agricole S.A. à hauteur de - 1,7 milliard d'euros en Tier 1 (hybrides) et enfin de l'impact de cession des CDOs et RMBS (baisse des déductions de 1 milliard d'euros, 50 % en Tier 1 et 50 % en Tier 2).

Le ratio *Tier 1* et le ratio de solvabilité global de Crédit Agricole S.A. s'établissent respectivement à 11,9 % et 13,9 % en progression de 70 points de base et 50 points de base au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011.

LA LIQUIDITE

A fin mars 2012, l'endettement court terme brut, qui s'entend comme l'encours de dettes à moins de 370 jours, levées par les principales trésoreries du Groupe auprès de contreparties de marché, s'élève à 132 milliards d'euros pour le groupe Crédit Agricole, contre 185 milliards d'euros à fin juin 2011. La position de trésorerie est excédentaire, avec des dépôts Banques centrales *overnight* (au-delà des réserves obligatoires) portés à 25 milliards d'euros en euro et dollar américain à fin mars 2012, contre 15 milliards d'euros à fin juin 2011.

La situation en dollar est stable par rapport au 31 décembre 2011. En effet, la dette provenant des Etats-Unis ne représente plus que 4 % de la dette court terme brute, et la proportion de la dette libellée en dollar américain est de 17 %. Par pays, la France représente 58 % de la dette, le Benelux 8 % et l'Irlande 5 %.

Entre juin 2011 et mars 2012, conformément aux objectifs de désendettement présentés le 28 septembre, l'endettement court terme, net des dépôts banques centrales, a été réduit de 63 milliards d'euros, les surliquidités déposées en banques centrales ayant, dans le même temps, augmenté de 10 milliards. La réduction de l'endettement court terme provient tout d'abord de la baisse structurelle des besoins des métiers, à hauteur de 32 milliards d'euros, répartie entre une baisse de 10 milliards d'euros sur les Banques de proximité, une baisse de 20 milliards d'euros pour la Banque de financement et d'investissement et une baisse de 2 milliards d'euros sur les Services financiers spécialisés. Elle résulte ensuite du remplacement pour 5 milliards d'euros par de la dette moyen-long terme, et enfin de l'utilisation des réserves de liquidité par le biais de mise en repo et l'accès aux banques centrales.

Au 31 mars 2012, les réserves d'actifs disponibles, éligibles aux banques centrales ou liquéfiables dans le marché après décote, hors dépôts banques centrales, s'élèvent à 144 milliards d'euros, dont 120 milliards d'euros éligibles aux Banques Centrales. Elles s'inscrivent en hausse de 34 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2011. Elles sont ainsi supérieures au montant de l'endettement court terme net. La reconstitution de nouvelles réserves s'est faite grâce à la base importante, au sein du Groupe, d'actifs titrisables et disponibles de très bonne qualité. Les réserves éligibles se composent de créances éligibles aux Banques Centrales à hauteur de 58 milliards d'euros (soit 40 % du total des réserves), de titres éligibles aux Banques Centrales et liquéfiables sur le marché pour 62 milliards d'euros (soit 43 %), de titres liquéfiables sur le marché pour 17 milliards d'euros (soit 12 %), et de parts de titrisation et auto-titrisations réalisées pour 7 milliards d'euros (soit 5 %).

Concernant le refinancement à moyen-long terme, Crédit Agricole S.A. a réalisé à 74 %, au 30 avril 2012, son programme d'émissions sur les marchés, fixé à 12 milliards d'euros pour 2012. 8,9 milliards d'euros ont ainsi été levés depuis le début de l'année 2012. Leur durée moyenne est de 7,7 ans pour un *spread* moyen de 137 points de base contre mid-swap.

Le Groupe développe en parallèle l'accès à des financements complémentaires, via ses réseaux de proximité et ses filiales spécialisées : 1,2 milliard d'euros via les Caisses régionales au premier trimestre 2012, 2,5 milliards d'euros via LCL et Cariparma dans leurs réseaux, 1,6 milliard d'euros via Crédit Agricole CIB, principalement en placements privés structurés, et 0,6 milliard d'euros via Crédit Agricole Consumer Finance.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. - CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

Au cours du premier trimestre 2012, les Caisses régionales ont maintenu un rythme d'activité soutenu, se traduisant par une contribution au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. de 372 millions d'euros.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
Résultat net mis en équivalence (à environ 25 %)	227	227	+ 0,2 %
Variation de quote-part dans les réserves	145	147	(1,7 %)
Quote-part de résultat des mises en équivalence	372	374	(0,4 %)
Résultat net part du Groupe	372	374	(0,4 %)

La bonne dynamique commerciale s'est poursuivie au sein des réseaux des Caisses régionales, avec un effort très marqué sur la collecte. Ainsi, la progression de la collecte de bilan s'est accélérée sur le premier trimestre 2012, atteignant 6,3 % sur un an, tirée par les livrets (en croissance de 6,1 % sur un an) et par l'épargne à terme (+ 23,0 %). Les encours de dépôts à vue et l'épargne logement sont restés stables par rapport au premier trimestre 2011. Les encours de collecte bilan, s'élevant à 318 milliards d'euros à fin mars 2012, ont ainsi progressé de près de 19 milliards d'euros en un an. Les encours de collecte hors bilan affichent, quant à eux, une baisse de 2,3 % entre mars 2011 et mars 2012 en raison de la moindre activité et de la baisse des marchés sur les segments titres, OPCVM et SCPI ; l'assurance-vie affiche, quant à elle, une évolution positive de 1,1 % des encours en un an malgré un contexte difficile. Au total, la collecte tant bilan que hors bilan est en hausse de 2,4 % sur un an, s'élevant à 556 milliards d'euros.

Dans le domaine des crédits, les Caisses régionales ont maintenu une nouvelle fois leur engagement auprès de leur clientèle et de l'économie française, engagement qui se traduit par la croissance globale de 4,1 % des encours de crédits clientèle en un an pour atteindre près de 394 milliards d'euros. Cette croissance a été portée notamment par l'habitat dont les encours augmentent de 5,8 % en douze mois pour atteindre plus de 216 milliards d'euros, en partie grâce à la forte production sur le mois de janvier 2012 liée à l'expiration de dispositifs fiscaux (imposition des plus-values sur les résidences secondaires). Mais elle concerne aussi l'ensemble des acteurs de l'économie. Ainsi, les encours sur les entreprises et les professionnels progressent de 1,7 % entre fin mars 2011 et fin mars 2012 ; les encours sur les collectivités locales de 6,5 % sur la même période ; l'agriculture voit croître ses encours de 0,5 %. Seul, le crédit à la consommation voit ses encours baisser de 3,7 % sur un an en raison de la faiblesse de la demande.

Par conséquent, le ratio crédit/collecte est stable sur le premier trimestre 2012, s'élevant à 129 % contre 131 % à fin mars 2011.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupes) s'établit à 3,4 milliards d'euros pour le premier trimestre 2012, en baisse limitée de 1,8 % en un an. Il bénéficie de bonnes performances sur la marge de portefeuille. Le produit net bancaire clientèle régresse de 2,7 % hors épargne logement entre le premier trimestre 2011 et le premier trimestre 2012. D'une part, le contexte de taux bas pénalise la marge d'intermédiation qui s'inscrit en recul de 3,2 % hors épargne logement. D'autre part, l'érosion des commissions (- 2,1 % par rapport au premier trimestre 2011) provient du moindre dynamisme de la collecte hors bilan, même si l'IARD et les services et autres opérations bancaires affichent de bonnes performances.

Les charges des Caisses régionales sont bien maîtrisées, en hausse de 1,1 % sur le premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011, contre une progression de 4,0 % sur l'année 2011. Le coefficient d'exploitation

s'établit à 53,6 % sur le premier trimestre 2012. Les charges liées au projet informatique Nice sont stables par rapport à l'année 2011.

Le coût du risque s'inscrit en recul de 11,3 % au premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011, les dotations s'élevant à 333 millions d'euros. Le coût du risque représente 34 points de base des encours de crédits sur le premier trimestre 2012 à comparer à 40 points de base au premier trimestre 2011. L'encours total de provisions constituées à fin mars 2012 représente ainsi 108,3 % des créances douteuses ; celles-ci se stabilisent à 2,4 % des encours de crédits.

En conséquence, la contribution des Caisses régionales au résultat net part du Groupe de Crédit Agricole S.A. atteint 372 millions d'euros au premier trimestre 2012, un niveau stable par rapport au premier trimestre 2011.

1.2. - LCL

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation* 2011/2010
Produit net bancaire	1 012	988	+ 2,4 %
Charges d'exploitation	(616)	(612)	+ 0,7 %
Résultat brut d'exploitation	396	376	+ 5,3 %
Coût du risque	(78)	(80)	(2,1 %)
Résultat d'exploitation	318	296	+ 7,3 %
Sociétés mises en équivalence	-	-	
Gains ou pertes nets sur autres actifs	(1)	-	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	-	
Résultat avant impôt	317	296	+ 6,9 %
Impôt	(102)	(91)	+ 12,8 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées			
Résultat net	215	205	+ 4,3 %
Intérêts minoritaires	11	10	+ 3,9 %
Résultat net part du Groupe	204	195	+ 4,4 %

Le premier trimestre 2012 s'inscrit dans le prolongement des tendances qui ont marqué la fin de l'année de 2011, associant la hausse de la collecte et un développement maîtrisé des crédits. LCL confirme ainsi son implication dans le financement de l'économie française.

La progression des ressources atteint 3,5 % sur un an, à 152,6 milliards d'euros. Dans la lignée du quatrième trimestre 2011, les encours de bilan maintiennent une croissance à deux chiffres : + 16,2 % sur un an. La progression des comptes et dépôts à terme est particulièrement soutenue, + 36,9 % sur un an. Pour leur part, les encours de collecte hors bilan enregistrent une baisse de 7,0 % sur un an, imputable essentiellement aux OPCVM (- 20,2 %). Ils marquent néanmoins une reprise par rapport au 31 décembre 2011, atteignant 75,3 milliards d'euros à fin mars, contre 74,6 milliards au 31 décembre 2011, soit une hausse de 0,9 %.

Sur un an, les encours de crédit progressent de 4,3 %, pour atteindre 87,4 milliards d'euros à fin mars 2012. Cette évolution est portée notamment par la hausse des crédits à l'habitat (+ 7,1 % entre mars 2011 et mars 2012), mais aussi par les crédits aux entreprises qui progressent de 4,3 %.

Le ratio crédit/collecte de LCL reste ainsi maîtrisé, atteignant 116 % à fin mars 2012 contre 126 % à fin mars 2011.

Le produit net bancaire enregistre une hausse de 2,4 % au premier trimestre 2012 par rapport au premier trimestre 2011. La hausse ressort à 0,7 % hors épargne logement et reprise de provision EIC. La marge d'intérêt progresse de 8,8 %, avec une progression de 6,7 % de la marge sur crédit. Pour leur part, les commissions sont en baisse, en lien avec le ralentissement de l'activité (crédits et ressources de hors bilan), couplé à la diminution de la CIP.

Compte tenu de la bonne maîtrise des frais généraux, qui augmentent de 0,7 % seulement, le résultat brut d'exploitation progresse de 5,3 % à 396 millions d'euros.

Le coût du risque est en baisse de 2,2 % par rapport au premier trimestre 2011, soit 34 points de base sur encours au 1^{er} trimestre 2012, ce qui représente une baisse de 4 points par rapport au premier trimestre 2011. Le taux de créances dépréciées est en diminution à 2,4 % des encours à fin mars 2012, contre 2,5 % à fin décembre 2011 et mars 2011. Le taux de couverture des créances dépréciées est ainsi renforcé, atteignant 76,7 % à fin mars 2012 contre 75,5 % fin 2011.

Au total, le résultat d'exploitation enregistre une progression de 7,3 % et le résultat net part du Groupe s'établit à 204 millions d'euros, en hausse de 4,4 % par rapport au premier trimestre 2011.

2. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ A L'INTERNATIONAL

Les résultats du premier trimestre 2012 de la Banque de proximité à l'international sont une fois encore marqués par le plan de soutien à la Grèce.

Ainsi, le 24 février 2012, la Grèce a rendu publique sa volonté d'étendre le plan d'aide européen à trois entreprises publiques. Par ailleurs, un coût du risque additionnel a été constaté lors de l'échange des titres d'Etat grec. L'impact total de ces deux éléments en résultat net part du Groupe s'élève à - 338 millions d'euros.

Au total, le **résultat net part du Groupe** du pôle enregistre au premier trimestre 2012 une perte de 846 millions d'euros. Hors contribution de la Grèce, la contribution de la Banque de proximité à l'international aux résultats de Crédit Agricole S.A. s'élève à 59 millions d'euros.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
Produit net bancaire	746	773	(3,4 %)
Charges d'exploitation	(507)	(495)	+ 2,4 %
Résultat brut d'exploitation	239	278	(13,8 %)
Coût du risque	(944)	(318)	x 3
Résultat d'exploitation	(705)	(40)	x 17,6
Sociétés mises en équivalence	24	28	(13,1 %)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	2	-	ns
Résultat avant impôts	(679)	(12)	x 55,6
Impôt	(176)	(49)	x 3,6
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	2	1	x 2,1
Résultat net	(853)	(60)	x 14,2
Intérêts minoritaires	(7)	(1)	x 7,9
Résultat net part du Groupe	(846)	(59)	x 14,3

NB : Passage au T1-12 en activités en cours de cession de la BNI Madagascar, expliquant la baisse du PNB au premier trimestre 2012 par rapport au même trimestre de l'année 2011

En Italie, dans un environnement toujours difficile, Cariparma affiche une bonne résistance de sa rentabilité opérationnelle au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011.

A fin mars 2012, grâce à l'action commerciale des réseaux, la collecte bilan poursuit sa progression sur l'ensemble des segments (+ 16 % sur un an et + 3 % au premier trimestre par rapport au trimestre précédent). Ces bonnes performances n'ont cependant pas pénalisé la collecte hors bilan, les encours d'assurance-vie progressant de 11 % sur un an et restant quasi stables par rapport au quatrième trimestre 2011 (- 1 %). Parallèlement, dans un marché en repli, les encours de crédits se maintiennent au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent (- 0,6 %). La conjugaison de ces deux effets permet d'afficher un excédent collecte / crédits de 1,3 milliard d'euros à fin mars 2012.

En termes de résultat, le produit net bancaire progresse de 3,5 % au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre 2011 qui constituait une base faible. Les charges baissent de 6,4 % au premier trimestre par rapport au quatrième trimestre, bénéficiant de moindres coûts d'intégration. En outre, Cariparma a défini un programme de réduction de ses coûts pour l'année 2012. Le coût du risque s'établit quant à lui à 88 points de base sur encours de

crédit soit, en valeur, un recul de 22,4 % par rapport au quatrième trimestre 2011, base élevée. En vue de contenir ce coût du risque, Cariparma a entrepris l'optimisation des procédures de recouvrement. Enfin, la modification de la loi italienne sur le calcul des créances douteuses (passage de 180 jours à 90 jours de retard de paiement pour la comptabilisation en créances douteuses) n'a eu qu'un impact marginal sur l'évolution du coût du risque. Au total, le taux de couverture progresse de 0,4 point de pourcentage au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent.

La contribution de Cariparma au résultat net part du Groupe s'élève à 31 millions d'euros, en baisse de 26,2 % au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011.

En **Grèce**, les résultats d'Emporiki sont une fois encore impactés par le PSI et un environnement toujours plus dégradé. Cependant, dans ce contexte difficile, Crédit Agricole S.A. a poursuivi au premier trimestre 2012 la réduction de son exposition.

Ainsi, la politique de refinancement d'Emporiki, mise en place depuis un an, visant à rechercher davantage de ressources propres et à réduire par là-même son refinancement auprès de Crédit Agricole S.A. a continué à produire des effets positifs. Dans un contexte de forte concurrence, Emporiki a augmenté sa part de marché sur la collecte, qui est portée à 6,27 % à fin mars 2012 (+ 99 points de base sur un an, source Banque de Grèce). La collecte de bilan progresse ainsi de 570 millions d'euros au cours du premier trimestre 2012 avec de bonnes performances sur les comptes à terme qui augmentent de 22 % au premier trimestre par rapport au trimestre précédent et qui représentent plus de 50 % de la collecte totale sur la période. Par ailleurs, l'encours de crédit brut a diminué de 321 millions d'euros par rapport au quatrième trimestre 2011. Au total, l'ensemble de ces éléments a permis de réduire le déficit collecte / crédit et de ramener à 4,6 milliards d'euros le financement de Crédit Agricole S.A. à Emporiki, soit une baisse de 0,9 milliard d'euros par rapport au trimestre précédent. Sur un an, le financement de Crédit Agricole S.A. à sa filiale grecque a été réduit de moitié.

Les résultats du premier trimestre 2012 sont une fois de plus marqués par l'environnement dégradé. Le produit net bancaire recule de 15,6 % sur un an impacté par le coût de la campagne de collecte et la réduction des encours sains, cette dernière pesant sur la marge d'intérêt. L'effet des départs en 2011 et la signature d'un nouvel accord d'entreprise sur les salaires permettent une baisse structurelle des charges (- 5,1 % au premier trimestre 2012 par rapport au même trimestre de l'année précédente). Le coût du risque intègre un certain nombre d'éléments spécifiques : l'extension du PSI à 3 entreprises publiques grecques pour 319 millions d'euros, un coût du risque additionnel de 25 millions d'euros constaté lors de l'opération d'échange des titres de dette grecque ainsi qu'une provision risque pays et filière de 171 m €. Au total, le taux de CDL d'Emporiki Bank s'élève à 35,9 %, en hausse de 2,4 points au premier trimestre 2012 par rapport au trimestre précédent. Le taux de couverture, y compris provision risque pays et filière, est porté à 58,4 % (+ 4,4 points au premier trimestre 2012 par rapport au quatrième trimestre 2011). Enfin, le solde des Impôts Différés Actifs est annulé pour un montant de 130 millions d'euros au Bilan.

Au total, y compris l'ensemble de ces éléments spécifiques, la contribution d'Emporiki Group aux résultats de Crédit Agricole S.A. ressort à - 905 millions d'euros au premier trimestre 2012.

Hors l'Italie et la Grèce, les autres entités de la Banque de proximité à l'international présentent un quasi équilibre collecte / crédits avec 8,6 milliards d'euros de collecte bilan et 8,7 milliards d'euros de crédits bruts au 31 mars 2012.

La Pologne (CA Polska) qui représente 43 % du PNB total de la Banque de proximité à l'international hors Italie et Grèce a poursuivi le développement de la banque universelle de proximité avec une forte croissance des ouvertures de comptes courants tandis que Lukas Finance a continué sa reconquête sur le crédit à la consommation.

Par ailleurs, au cours du premier trimestre 2012, les participations dans les sociétés mises en équivalence ont évolué. Ainsi, Crédit Agricole S.A. a restructuré sa participation dans BES. Cette restructuration qui sera comptabilisée au deuxième trimestre 2012, a consisté en la vente de sa participation dans BES Vida pour 225 millions d'euros, et simultanément, Crédit Agricole S.A. a participé à l'augmentation de capital du BES à hauteur de ses droits, pour le même montant. Concernant Bankinter, la participation de Crédit Agricole S.A. a été ramenée en avril à 20,6 % contre 24,5 % au 31 décembre 2011 sous l'effet combiné de cessions en début d'année et de la non-participation à l'opération de conversion anticipée d'obligations convertibles.

3. PÔLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T1-12	T1-12*	T1-11*	Variation T1/T1*
Produit net bancaire	921	921	1 004	(8,2 %)
Charges d'exploitation	(410)	(410)	(421)	- 2,6 %
Résultat brut d'exploitation	511	511	583	(12,3 %)
Coût du risque	(625)	(659)	(318)	x 2,1
Résultat d'exploitation	(114)	(148)	265	ns
Sociétés mises en équivalence	5	5	3	ns
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	-	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	ns
Résultat avant impôt	(109)	(143)	268	ns
Impôt	(3)	9	(93)	ns
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées				ns
Résultat net	(112)	(134)	175	ns
Intérêts minoritaires	(84)	(84)	15	ns
Résultat net part du Groupe	(28)	(50)	160	ns

* Retraité des impacts du plan d'adaptation

Le métier **Crédit à la consommation** voit au premier trimestre 2012 la poursuite des effets du plan d'adaptation annoncé le 14 décembre 2011 par Crédit Agricole S.A.

Le pilotage du ralentissement de l'activité et de la consommation de liquidité conduit à une réduction des encours clientèle au bilan de Crédit Agricole Consumer Finance de 0,6 milliard d'euros sur le trimestre et de 1,2 milliard d'euros depuis juin 2011. Cette baisse est liée à l'effet combiné du ralentissement du marché du crédit à la consommation et aux mesures prises, dans le cadre du plan d'adaptation, de réduction d'activité comme une sélectivité accrue des clients et une réduction de partenariats ciblés.

Par ailleurs, la diversification des sources de refinancement externes au moyen notamment de la collecte de nouveaux dépôts institutionnels et d'opérations de titrisation en Allemagne et d'émissions d'EMTN en Italie permet un apport de liquidité de 3,1 milliards d'euros depuis le 30 juin 2011 dont 1,1 milliard d'euros au premier trimestre 2012.

Dans cet environnement fortement contraint, les charges d'exploitation restent maîtrisées et les premières économies de coûts liées au plan d'adaptation sont prévues pour 2013.

Le résultat net part du Groupe s'établit à - 40 millions d'euros, pénalisé par un complément de provision sur le portefeuille d'Agos de 280 millions d'euros en coût du risque (- 124 millions d'euros en résultat net part du Groupe). Le coût du risque en France est, quant à lui, en baisse de 52 millions d'euros par rapport au premier trimestre 2011 en tenant compte d'une reprise de provision de + 34 millions d'euros relative au plan d'adaptation.

Les métiers du **crédit-bail et de l'affacturage** poursuivent leur ajustement au plan d'adaptation.

Dans le métier du **crédit-bail** en France, la production au premier trimestre 2011 est volontairement diminuée aussi bien sur le crédit-bail mobilier que le crédit-bail immobilier. A l'international, la production est également en repli, à la fois en raison des marchés et d'une sélectivité accrue. L'encours géré global s'élève à 19,7 milliards d'euros à fin mars 2012 contre 19,4 milliards d'euros un an auparavant (et 19,9 milliards d'euros à fin 2011).

Dans le métier de l'**affacturage**, le chiffre d'affaires factoré de 9,1 milliards d'euros est comparable à celui du premier trimestre 2011, alors qu'à l'international il accuse une baisse de 1,6 milliard d'euros en lien avec la cession d'Eurofactor UK au 30 juillet 2011.

Les résultats du métier **Crédit-bail & affacturage** au premier trimestre sont marqués par de bonnes performances opérationnelles. Ainsi, par rapport au premier trimestre 2011, le produit net bancaire affiche une diminution de 2,2% (et une stabilité hors effet périmètre), les charges d'exploitation sont en baisse de 7,4% (de 5,6% hors effet périmètre), ce qui permet d'enregistrer un résultat brut d'exploitation de 62 millions d'euros, en augmentation de 5,5% (8,8% hors effet périmètre). Le coût du risque est stable hors l'impact de la Grèce aussi bien sur le crédit-bail en France que sur l'affacturage. Sur la Grèce il s'élève à 11 millions d'euros (contre 3 millions au premier trimestre 2011 et 93 millions au quatrième trimestre 2011).

4. PÔLE GESTION D'ACTIFS, ASSURANCES ET BANQUE PRIVÉE

Malgré la persistance d'un environnement de marché difficile, les métiers de gestion de l'épargne regroupés sous le pôle Gestion d'actifs, assurances et banque privée parviennent à maintenir leur encours géré global à près de 1 042 milliards d'euros à fin mars 2012. Ce montant représente une baisse limitée de 1,9 % sur un an, mais une hausse de 3,5 % par rapport à fin décembre 2011 qui traduit une reprise de la collecte au premier trimestre 2012, notamment pour Amundi. Hors double comptes, l'encours global du pôle s'élève à plus de 836 milliards d'euros au 31 mars 2012.

Entre fin décembre 2011 et fin mars 2012, l'indice CAC 40 s'est apprécié de près de 7,7 %, contribuant à des effets marché positifs pour l'ensemble des métiers de l'épargne sur la période.

Dans le domaine de la **gestion d'actifs**, Amundi (y compris les activités de gestion de la BFT rachetées au 1er juillet 2011) affiche une activité très satisfaisante par rapport au premier trimestre 2011. Les actifs sous gestion s'établissent à fin mars 2012 à près de 689 milliards d'euros, en baisse limitée de 3,2 % sur un an, mais en hausse de 4,6 % par rapport à fin décembre 2011. En effet, renversant la tendance des derniers mois, Amundi bénéficie d'une activité dynamique et de la hausse des marchés. La collecte nette s'élève à 5,6 milliards d'euros sur le premier trimestre 2012 et l'effet marché et change à 24,5 milliards d'euros. La collecte atteint ce trimestre 4,2 milliards d'euros sur le segment institutionnels et *corporates* et 1,1 milliard d'euros sur le segment des distributeurs tiers, notamment à l'international. Environ 3,7 milliards d'euros ont été collectés sur la même période au titre de l'épargne salariale, portant ainsi la part de marché d'Amundi sur cette activité à plus de 40 % (à comparer à 37 % à fin décembre 2011). En revanche, la décollecte se poursuit au sein des réseaux, s'élevant à -3,4 milliards d'euros pour ce trimestre.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
Produit net bancaire	420	377	+ 11,5 %
Charges d'exploitation	(187)	(202)	(7,2 %)
Résultat brut d'exploitation	233	175	+ 33,0 %
Impôt	(77)	(63)	+ 21,8 %
Résultat net de l'exercice	158	129	+ 22,2 %
Résultat net part du Groupe	116	95	+ 21,6 %

Au premier trimestre 2012, Amundi continue d'afficher une bonne performance opérationnelle, et bénéficie par ailleurs d'une plus-value exceptionnelle de 60 millions d'euros suite à la cession d'une participation minoritaire aux Etats-Unis. Retraité de cette plus-value, le produit net bancaire diminue de 4,4 % en un an, pénalisé par la baisse des encours sur cette période, mais affiche une hausse de près de 7,0 % par rapport au quatrième trimestre 2011 du fait notamment de l'amélioration des commissions de surperformance. La baisse des charges d'exploitation se poursuit (-7,2 % entre mars 2011 et mars 2012) entraînant, retraité de la plus-value de cession, une amélioration de 1,6 point du coefficient d'exploitation sur la période (à 52,0 %) et une baisse de seulement 1,3 % du résultat brut d'exploitation courant. Intégrant la plus-value de cession enregistrée ce trimestre, le résultat net d'Amundi s'élève à 158 millions d'euros à fin mars 2012 (en progression de 22,2 % en un an) et sa contribution au résultat net part du Groupe à 116 millions d'euros (+ 21,6 %).

En ce qui concerne les **Services financiers aux institutionnels**, l'activité commerciale également soutenue et la reprise des marchés ont permis à CACEIS d'augmenter les encours d'actifs conservés et administrés de respectivement 4,9 % et 5,9 % entre le quatrième trimestre 2011 et le premier trimestre 2012 : ceux-ci s'élèvent à 2 370 milliards d'euros et 1 100 milliards d'euros respectivement à fin mars 2012. La dynamique commerciale du métier se traduit par la conquête de nouveaux clients tels que Groupama Asset Management, Neufilze OBC Investment, Barclays Wealth Management et Federal Finance. Parallèlement, les dépôts espèces progressent fortement, de 57 % entre le premier trimestre 2011 et le premier trimestre 2012.

Le résultat net du trimestre s'établit à 49 millions d'euros : il progresse de 28,5 % par rapport au premier trimestre 2011 sous l'effet conjugué de la hausse de 5,8 % du produit net bancaire (progression des revenus de trésorerie qui bénéficient de niveaux de *spread* élevés, poursuite du développement de l'activité prêt/emprunt de titres) et à la baisse des charges de 1,9 % traduisant la poursuite des efforts d'efficacité opérationnelle. Au total, le résultat brut d'exploitation progresse de 24,6 % sur un an et le coefficient d'exploitation continue de s'améliorer, de 5,1 points sur la période : il s'établit à 65,7 % à fin mars 2012, confirmant ainsi CACEIS parmi les acteurs les plus efficaces de l'industrie.

En ce qui concerne la **Banque privée**, après un deuxième semestre 2011 pénalisé par l'aggravation de la crise financière, les encours progressent de 2,3 % sur le trimestre pour atteindre 129,2 milliards d'euros. Cette progression provient d'une hausse des actifs gérés sur le périmètre LCL Banque privée de 3,4 % avec une collecte sur les produits d'épargne bilan qui compense la décollecte constatée sur les valeurs mobilières. A l'international, aidée par un effet change favorable, les encours augmentent de 2,2 % sur le premier trimestre 2012 malgré une activité pénalisée par l'instabilité dans la zone Euro et la défiance des clients vis-à-vis des banques européennes.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 34 millions d'euros, en progression de 68,3 % par rapport au trimestre précédent mais en baisse de 4,0 % par rapport au premier trimestre 2011. Le produit net bancaire enregistre une hausse de 11,2 %* par rapport au quatrième trimestre 2011 avec des charges d'exploitation maîtrisées (- 0,1 %)*. Par rapport au premier trimestre 2011, le produit net bancaire est, quant à lui, en légère baisse grâce à la bonne tenue de la marge sur dépôts.

Le pôle **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 6,4 milliards d'euros au 31 mars 2012 et des encours gérés en assurance vie portés à 223,8 milliards d'euros.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
Produit net bancaire	575	556	+ 3,3 %
Charges d'exploitation	(127)	(141)	(10,0 %)
Résultat brut d'exploitation	448	415	+ 7,9 %
Coût du risque	(52)	-	ns
Impôt	(130)	(131)	(0,8 %)
Résultat net de l'exercice	266	284	(6,4 %)
Résultat net part du Groupe	264	281	(5,9 %)

Dans un marché toujours instable et après un quatrième trimestre particulièrement difficile, l'assurance-vie en France marque une hausse caractérisée par une augmentation de la collecte de 16%. La part de la collecte en unités de compte représente 15%, contre 13 %† pour le marché.

L'assurance dommages en France fait preuve d'une bonne dynamique commerciale qui se traduit par la poursuite de la croissance du chiffre d'affaires (+ 8 % par rapport au premier trimestre 2011). Cette progression est supérieure à celle du marché (+ 4 %†) et concerne tous les métiers. Sur un an, le nombre de contrats en portefeuille progresse de 6%.

L'assurance emprunteurs affiche une régularité de son chiffre d'affaires en France sur les crédits immobiliers. En revanche, l'activité sur les autres pays d'Europe marque le pas, notamment sur le crédit automobile en Italie.

* Hors effet change et périmètre

† Données FFSA mars 2012

* Données FFSA mars 2012

Hors assurance emprunteurs, les filiales à l'international enregistrent une légère reprise.

Au premier trimestre 2012, le résultat net part du Groupe du métier Assurances s'établit à 264 millions d'euros intégrant l'échange des titres grecs au premier trimestre 2012. L'impact de cet échange est un coût du risque de 53 millions d'euros constaté lors de l'échange des titres (soit un impact en résultat net part du Groupe de - 35 millions d'euros). Les frais généraux restent stables globalement après le retraitement des économies ponctuelles liées aux pertes générées lors de l'échange des titres grecs (PSI) qui bénéficient de la déductibilité de certaines taxes. La sinistralité en assurance dommages est quant à elle bien maîtrisée avec un ratio sinistres sur cotisations* (S/C) à 69,3 %, en amélioration de 4,8 points par rapport au premier trimestre 2011 (74,1 %), malgré une période de gel en février 2012.

La gestion financière reste prudente et intègre l'environnement de marché : des titres souverains portugais, italiens et espagnols ont ainsi été cédés pour une valeur nette comptable de 2,9 milliards d'euros durant le premier trimestre.

Par ailleurs, le périmètre du pôle Assurance a évolué avec d'une part la vente à BES de la participation directe de Crédit Agricole Assurances dans BES Vida en avril 2012 (50 %), et d'autre part la participation du Groupe portée à 100 % dans CA Vita avec l'acquisition le 30 mars 2012 des parts détenues par Cariparma.

* Net de réassurance

5. PÔLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Au premier trimestre 2012, le résultat net part du Groupe* des activités pérennes marque un rebond significatif à 398 millions d'euros (77 millions d'euros au quatrième trimestre 2011), porté par des revenus solides en *Fixed income* d'une part, et affecté par ailleurs par le ralentissement limité des activités de financement avec la réalisation du programme de baisse de la consommation de liquidité dès le premier trimestre 2012.

Au total, le résultat net part du Groupe de la Banque de financement et d'investissement ressort à 156 millions d'euros sur le trimestre, pénalisé par les impacts du plan d'adaptation présenté le 14 décembre 2011 qui s'élèvent à - 246 millions d'euros au premier trimestre 2012. Hors impacts du plan, le résultat net part du Groupe des activités pérennes s'établit à 398 millions d'euros* sur le trimestre, soit le niveau le plus élevé depuis le deuxième trimestre 2010. Les charges d'exploitation diminuent de 2,7 % par rapport au premier trimestre 2011, et le coût du risque, à - 31 millions d'euros, se maintient à un niveau faible.

Les activités en cours d'arrêt (retraitées de l'impact du plan d'adaptation) ont quant à elles un impact négligeable sur la période, avec un résultat net part du Groupe qui atteint - 3 millions d'euros au premier trimestre 2012.

Les coûts du plan d'adaptation s'élèvent pour le premier trimestre 2012 à - 246 millions d'euros en résultat net part du Groupe, dont - 251 millions d'euros dans les activités en cours d'arrêt liés aux cessions de CDOs et de RMBS, - 20 millions d'euros liés à la cession de prêts en banque de financement (- 31 millions d'euros en produit net bancaire) et + 25 millions d'euros liés au retrait de CA Cheuvreux de la transaction avec CITICS dans la banque de marché et d'investissement (+ 40 million d'euros en charges d'exploitation).

Activités pérennes

(en millions d'euros)	T1-12*	T1-11*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	1 425	1 561	(8,7 %)
Charges d'exploitation	(876)	(900)	(2,7 %)
Résultat brut d'exploitation	549	661	(17,0 %)
Coût du risque	(31)	(73)	(57,8 %)
Résultat d'exploitation	518	588	(11,9 %)
Sociétés mises en équivalence	40	33	18,5 %
Gains/pertes sur autres actifs	-	3	(96,2 %)
Résultat avant impôt	558	624	(10,6 %)
Impôt	(162)	(227)	(28,8 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-
Résultat net	396	397	(0,2 %)
Intérêts minoritaires	(2)	7	ns
Résultat net part du Groupe	398	390	+ 1,9 %

* Retraité en 2012 de la réévaluation de la dette (+ 1 million d'euros en produit net bancaire), des couvertures de prêts (+ 10 millions d'euros en produit net bancaire), et des impacts du plan d'adaptation (- 31 millions d'euros en produit net bancaire et + 40 millions d'euros en charges d'exploitation). Retraité en 2011 de la réévaluation de la dette, des couvertures de prêts et des impacts du plan.

Banque de financement

(en millions d'euros)	T1-12*	T1-11*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	526	638	(17,5 %)
Charges d'exploitation	(234)	(222)	5,5 %
Résultat brut d'exploitation	292	416	(29,8 %)
Coût du risque	(27)	(79)	(65,4 %)
Résultat d'exploitation	265	337	(21,4 %)
Sociétés mises en équivalence	40	34	+17,6 %
Gains/pertes sur autres actifs	-	1	(87,5 %)
Résultat avant impôt	305	372	(18,0 %)
Impôt	(81)	(142)	(43,3 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-
Résultat net	224	230	(2,3 %)
Intérêts minoritaires	(7)	(2)	ns
Résultat net part du Groupe	231	228	+ 1,6 %

* Retraité en 2012 des couvertures de prêts (+ 10 millions d'euros en produit net bancaire) et du coût du plan d'adaptation (- 31 millions d'euros en produit net bancaire). Retraité en 2011 des couvertures de prêts et des impacts du plan d'adaptation.

Au premier trimestre 2012, les objectifs du plan en termes de liquidité continuent de peser sur la majorité des activités de la **Banque de financement**. Ainsi, alors que la production a été réduite de manière significative, les réductions d'actifs engagées dans le cadre du plan d'adaptation au quatrième trimestre 2011 se sont poursuivies au premier trimestre 2012. Les cessions de prêts réalisées au cours de ce premier trimestre 2012, avec un taux de décote de 2,5 %, s'élèvent à 1,2 milliard d'euros qui s'ajoutent aux 6,4 milliards d'euros de cessions réalisées au cours de l'année 2011. Le produit net bancaire du premier trimestre 2012 intègre ainsi une charge de - 31 millions d'euros liée à ces cessions contre - 116 millions d'euros au quatrième trimestre 2011. Les couvertures de prêts ont un impact toujours faible ce trimestre, avec un impact positif de 10 millions d'euros en produit net bancaire, à comparer à 14 millions d'euros au trimestre précédent.

Les financements structurés enregistrent une baisse du produit net bancaire à 358 millions d'euros (contre 391 millions d'euros au trimestre précédent) du fait de la réduction sensible de la production. Les revenus de la banque commerciale sont également sous pression malgré le maintien du bon positionnement de la filiale dans la syndication. Crédit Agricole CIB maintient ainsi ses positions de leader sur les activités de syndication en France et de numéro 2 sur la zone EMEA ainsi que sur l'Europe de l'Ouest*

Le coût du risque reste faible sur le trimestre avec une dotation nette de 27 millions d'euros sur les provisions individuelles. Le stock de provisions collectives reste quant à lui stable au 31 mars 2012.

* Source : Thomson Financial

Banque de marchés et d'investissement

(en millions d'euros)	T1-12*	T1-11*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	899	923	(2,6 %)
Charges d'exploitation	(642)	(678)	(5,3 %)
Résultat brut d'exploitation	257	245	+ 4,9 %
Coût du risque	(4)	6	ns
Résultat d'exploitation	253	251	+ 1,0 %
Sociétés mises en équivalence	-	(1)	(50,0 %)
Gains/pertes sur autres actifs	-	2	ns
Résultat avant impôt	253	252	+ 0,3 %
Impôt	(81)	(85)	(4,3 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-
Résultat net	172	167	+ 2,7 %
Intérêts minoritaires	5	5	+ 16,3 %
Résultat net part du Groupe	167	162	+ 2,3 %

* Retraité en 2012 de la réévaluation de la dette (+ 1 million d'euros en produit net bancaire) et du coût du plan d'adaptation (+ 40 millions d'euros en charges d'exploitation). Retraité en 2011 de la réévaluation de la dette.

Au premier trimestre 2012, la **Banque de marchés et d'investissement** affiche une reprise sensible des activités de marché avec des niveaux de risque faibles.

Les résultats des activités de *Fixed income* enregistrent une forte hausse par rapport au dernier trimestre de 2011 grâce à l'excellente performance des activités obligataires qui bénéficient du rebond du primaire dans un marché de la dette plus favorable qu'en fin d'année 2011. Crédit Agricole CIB se classe ainsi cinquième toutes émissions en euros confondues*. Les activités de taux enregistrent également un très bon trimestre, marquées par la détente des marchés (*spreads* de crédit, OIS-BOR...) et le retour des investisseurs asiatiques.

Le pôle actions voit ses revenus augmenter légèrement par rapport à un quatrième trimestre 2011 particulièrement bas pour atteindre 322 millions d'euros (304 millions d'euros au quatrième trimestre 2011). Concernant l'activité de courtage, Crédit Agricole CIB et CITICS ont annoncé le 29 mars 2012 le retrait de CA Cheuvreux du périmètre de l'opération, conduisant au premier trimestre 2012 à une reprise de provisions de 40 millions d'euros en charges d'exploitation. De nouvelles négociations ont été ouvertes avec CITICS concernant CLSA.

Le produit net bancaire inclut par ailleurs un impact positif de 1 million d'euros sur la réévaluation de la dette, à comparer à + 228 millions d'euros au quatrième trimestre 2011 et - 45 millions d'euros au premier trimestre 2011.

La VaR continue d'être maîtrisée et s'établit au niveau faible de 16 millions d'euros au 31 mars 2012.

* Source : Thomson Financial

Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	T1-12*	T1-11*	Variation T1*/T1*
Produit net bancaire	28	27	+ 5,2 %
Charges d'exploitation	(27)	(23)	+ 17,4 %
Résultat brut d'exploitation	1	4	(65,0 %)
Coût du risque	(12)	(57)	(78,8 %)
Résultat d'exploitation	(11)	(53)	(79,8 %)
Sociétés mises en équivalence	-	-	-
Gains/pertes sur autres actifs	-	-	-
Résultat avant impôt	(11)	(53)	(79,8 %)
Impôt	8	19	(59,1 %)
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	-	-
Résultat net	(3)	(34)	(91,4 %)
Intérêts minoritaires	-	(1)	(73,3 %)
Résultat net part du Groupe	(3)	(33)	(91,9 %)

* Retraité en 2012 des impacts du plan d'adaptation (- 402 millions d'euros en produit net bancaire et coût du risque). Pas de retraitement en 2011.

Dans le cadre du plan d'adaptation, la cession de portefeuilles entamée au quatrième trimestre 2011 s'est accélérée ce trimestre : la quasi-totalité du portefeuille de CDOs comptabilisés en *trading book* a été cédée ainsi que l'ensemble des RMBS US pour un montant global de 5,9 milliards d'euros (1,1 milliard d'euros pour l'année 2011). L'impact de ces cessions sur le résultat avant impôt s'élève à - 402 millions d'euros (- 251 millions d'euros en résultat net part du Groupe) et génère une économie en emplois pondérés (en vision CRD 4) de l'ordre de 14 milliards d'euros qui s'ajoute à celle de 3,5 milliards d'euros issue des cessions réalisées au quatrième trimestre 2011.

Les activités de corrélation bénéficient ce trimestre d'une part d'un impact positif du resserrement des *spreads* de crédit sur le risque garant, et d'autre part de la baisse de 14 milliards d'euros des emplois pondérés (soit 8 milliards d'euros en tenant compte de la déduction en fonds propres de 0,5 milliard d'euros) liée à la cession du risque de marché du portefeuille de corrélation à Blue Mountain en février 2012.

Hors impacts du plan, le résultat des activités en cours d'arrêt est donc négligeable ce trimestre.

6. COMPTE PROPRE ET DIVERS

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
Produit net bancaire	289	(318)	ns
Charges d'exploitation	(223)	(210)	+ 5,9 %
Résultat brut d'exploitation	66	(528)	ns
Coût du risque	10	11	ns
Résultat d'exploitation	76	(517)	ns
Sociétés mises en équivalence	(28)	(1)	ns
Gains/pertes sur autres actifs	(6)	(2)	x 4,4
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-
Résultat avant impôts	42	(520)	ns
Impôts	(57)	131	ns
Gains/pertes nettes sur activités arrêtées	-	(5)	ns
Résultat net	(15)	(394)	(96,2 %)
Intérêts minoritaires	46	49	(4,5 %)
Résultat net part du Groupe	(61)	(443)	(86,1 %)

Le premier trimestre 2012 est marqué pour l'essentiel par l'opération de rachat de dette réalisée en février, dont l'impact s'élève à + 864 millions d'euros en produit net bancaire et + 552 millions d'euros en résultat net part du Groupe. Le produit net bancaire intègre par ailleurs, à hauteur de 93 millions d'euros, des moins-values sur cession de titres, notamment sur Intesa (cession de 0,9 %, ramenant la participation à 2,9 %).

Le trimestre intègre également le plein effet de la mise en place des garanties Switch au quatrième trimestre 2011, dont l'impact est inférieur à – 10 millions d'euros pour le trimestre, par comparaison avec la rémunération des T3CJ et de l'avance d'actionnaires comptabilisée en 2011. Rappelons pour mémoire que la rémunération du dépôt de garantie est enregistrée en produit net bancaire, et que la rémunération relative à la garantie elle-même est enregistrée en « Sociétés mises en équivalence ».

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe progresse de 3,7 % en douze mois pour atteindre 798 milliards d'euros au 31 mars 2012, grâce notamment à la hausse de 4,1 % des encours réalisée par les Caisses régionales et LCL par rapport au 31 mars 2011. En termes de ressources, le Groupe parvient à augmenter sa collecte bilan de + 11,3 % sur un an, soit une hausse de plus de 68 milliards d'euros. Au 31 mars 2012, celle-ci représente 675 milliards d'euros.

Au premier trimestre 2012, le groupe Crédit Agricole réalise un produit net bancaire de 9 094 millions d'euros, en progression de 1,3 % par rapport au premier trimestre 2011 et de 10,3 % par rapport au dernier trimestre de l'année dernière traduisant le maintien d'une activité soutenue dans l'ensemble des métiers du Groupe (hors Emporiki).

Compte tenu de la stabilisation des charges d'exploitation sur douze mois, le coefficient d'exploitation du Groupe s'établit à 57,5 % à fin mars, en amélioration de 0,8 point sur douze mois.

Le résultat brut d'exploitation s'élève ainsi à près de 3,9 milliards d'euros au premier trimestre 2012, en progression de 3,2 % en un an et de près de 63 % par rapport au quatrième trimestre 2011.

Le coût du risque, qui intègre les charges liées à l'élargissement du plan européen de soutien à la Grèce, des provisions collectives sur la Grèce et un complément de dotation sur Agos ce trimestre, affiche une hausse exceptionnellement élevée de près de 75,9 % sur douze mois. Le coût du risque sur encours de crédit s'établit ainsi à 76 points de base pour le premier trimestre 2012 hors impact du plan de soutien à la Grèce ; après retraitement également de la provision risque pays et filière sur la Grèce et de la dotation complémentaire sur Agos, il retrouve le niveau du premier trimestre 2011 de 56 points de base.

Le résultat d'exploitation recule ainsi de 31,0 % sur douze mois pour s'établir à 1 758 millions d'euros.

L'impôt augmente facialement de 3,0 % entre le premier trimestre 2011 et le premier trimestre 2012 : il intègre un montant élevé de charges non déductibles, notamment sur la Grèce et la hausse légale du taux d'imposition des sociétés.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit à 804 millions d'euros pour le premier trimestre 2012, soit une baisse de 47,3 % en un an.

(en millions d'euros)	T1-12	T1-11	Variation T1/T1
Produit net bancaire	9 094	8 978	+ 1,3 %
Charges d'exploitation	(5 226)	(5 231)	(0,1 %)
Résultat brut d'exploitation	3 868	3 747	+ 3,2 %
Coût du risque	(2 110)	(1 200)	+ 75,9 %
Résultat d'exploitation	1 758	2 547	(31,0 %)
Sociétés mises en équivalence	63	64	(2,0 %)
Résultat net sur autres actifs	(4)	4	ns
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	ns
Résultat avant impôts	1 817	2 615	(30,5 %)
Impôts	(1 001)	(971)	+ 3,0 %
Résultat net d'impôt des activités arrêtées	2	(4)	ns
Résultat net	818	1 640	(50,1 %)
Résultat net part du Groupe	804	1 527	(47,3 %)

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le premier trimestre 2012 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Finance-et-Actionnaires dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

Relations INVESTISSEURS + 33 1.43.23.04.31

Denis Kleiber + 33 1.43.23.26.78

Nathalie Auzenat + 33 1.57.72.37.81

Sébastien Chavane + 33 1.57.72.23.46

Fabienne Heureux + 33 1.43.23.06.38

Marie-Agnès Huguenin + 33 1.43.23.15.99

Aurélien Marboeuf + 33 1.57.72.38.05

Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10).

Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés.

De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs.

Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre du premier trimestre 2012 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date.